

Politique économique en Europe : la corde tient le pendu... jusqu'à quand ?

Par Christophe Ramaux (Université Paris I)

Article paru dans *Politis*, 18 juillet 2013

La démission du Ministre des finances du Portugal, élève docile de la Troïka, marque-t-elle un tournant ? L'avenir le dira. Elle témoigne, dans tous les cas, de l'ampleur de l'impasse en Europe.

Depuis 2010, les néolibéraux ont repris l'offensive au nom de deux arguments : la dette publique, pour justifier l'austérité salariale, la compétitivité, pour l'austérité salariale. Le résultat est terrible.

La dette publique ? En moyenne, dans la zone euro, elle est passée de 85 % à 91% entre fin 2010 et fin 2012 (+6 points de PIB). Pour l'Allemagne, où les taux d'intérêt sont très bas et la cure d'austérité moins vive qu'ailleurs depuis trois ans, elle a légèrement baissée de 82,4 % à 81,9 %.

Au Portugal, elle est passée de 94 % à 124 % (+30 points), en Espagne de 62 % à 84% (+22 points). En France, où l'austérité est un peu moins brutale, de 82 % à 90 (+ 8 points). En Grèce, elle a été passée de 148 % fin 2010 à 170 % fin 2011. Suite au défaut partiel, elle s'est réduite à 136 % début 2012. Mais elle est repassée à 156 % fin 2012 (+20 points en un an).

On sait clairement ce qui se passe : la baisse des dépenses publiques (et la hausse des impôts), contracte l'activité et donc les recettes. Ce qui est gagné est plus que perdu de l'autre. Et un autre mécanisme joue plus encore : la chute du dénominateur (le PIB) fait bondir le ratio dette publique/PIB.

Les pays qui ont été le plus loin dans l'austérité budgétaire sont ceux dont la dette publique explose. Bravo les gouvernements néolibéraux !

Aux Etats-Unis, du moins pour l'heure, la situation est différente. La relance tant budgétaire que monétaire a été beaucoup plus massive. La croissance est au rendez-vous, les taux d'intérêt sont très bas, l'inflation est plus forte : la dette privée se réduit sans que la dette publique explose.

La compétitivité ? Avec la monnaie unique, les pays ne peuvent plus dévaluer. Les pays du Sud ont accumulé des déficits extérieurs (jusqu'à 15 % pour la Grèce en 2008, 10 % au Portugal), tandis que l'Allemagne, en tête, accumulait des excédents. La solution des néolibéraux ? Devenir tous allemands... comme si les pays européens pouvaient tous être excédentaires entre eux¹. Le résultat ? L'austérité salariale des pays d'Europe du Sud permet certes de réduire leur déficit extérieur. Mais, pour l'essentiel, par la chute des importations et non par le rebond des exportations. La demande et donc l'investissement chutent dans ces pays : comment pourraient-ils devenir plus compétitifs ? L'Espagne parvient certes à glaner quelques points à l'exportation... mais au détriment de la France. C'est la course à l'abîme.

Le néolibéralisme ne marche pas. On le savait depuis 2007. On le sait encore mieux à présent. L'Europe est dans la situation du fou qui se tape la tête contre un mur afin d'apaiser son mal. Le scénario libéral est tout écrit : poursuivre la tentative de démantèlement de l'Etat social, cette part de socialisme qui existe déjà dans nos sociétés. La BCE (elle a gros à perdre à la fin de l'euro qui menace) vient d'intervenir et le fera à nouveau pour essayer de colmater les brèches. Mais c'est le scénario de la corde qui tient le pendu : celui de l'enlisement sans fin dans la crise. Ca va craquer...

¹ Où comme si l'Europe n'avait plus comme seule ambition d'écouler sa production vers les pays moins développés. La zone euro engrange des excédents commerciaux non négligeables depuis deux ans contre le reste du monde... Bravo aussi pour ça !